

Conférence de presse semestrielle de Swissmem du 27 août 2024

« L'industrie tech mise sur la Suisse »

Exposé de Martin Hirzel, président de Swissmem

Mesdames, Messieurs,

Au cours des deux dernières années, l'industrie tech suisse a dû faire face à une baisse parfois importante des entrées de commandes. Les coûts en Suisse restent élevés et le franc fort a aussi créé un vent contraire constant. Parallèlement, les États-Unis et l'UE essaient de renforcer leur propre base industrielle en imposant des droits de douane et des programmes de subventionnement de plusieurs milliards ; ce qui affecte directement les exportations de l'industrie suisse.

Au vu des évolutions, la question se pose de savoir si les entreprises de l'industrie tech continueront à investir en Suisse ou si elles chercheront des sites alternatifs. Le dernier sondage réalisé auprès des entreprises membres donne des réponses claires à ce sujet.

(Slide 1)

Trois quarts des entreprises prévoient d'investir en Suisse au cours des trois prochaines années. L'accent est mis sur les investissements dans les capacités de production et les immobilisations corporelles, dans la numérisation et dans le développement des produits.

Au premier abord, il pourrait sembler bizarre que les investissements dans la durabilité du processus de production jouent un rôle plutôt secondaire. Seuls 37% envisagent d'y investir des capitaux, mais cela s'explique par le fait que l'industrie tech suisse n'est jamais restée les bras croisés. Depuis 1990, les entreprises affiliées à Swissmem ont réduit leur consommation d'énergie de 39% et leurs émissions de CO₂ même de 55%. Elles ont donc déjà dépassé les objectifs climatiques fixés par la Confédération pour 2030. Cela ne signifie pas qu'elle se tournera dorénavant les pouces. Le prochain défi se profile déjà et s'intitule « zéro émission nette » d'ici à 2050. L'industrie tech ne peut atteindre ce but que si elle est compétitive ; ce qui nécessite des investissements ciblés.

(Slide 2)

Malgré la pénurie de main d'œuvre qualifiée, le haut niveau de qualification de la main d'œuvre disponible plaide en faveur des investissements en Suisse ; et ce grâce à la formation professionnelle duale, aux hautes écoles de premier ordre et à la libre circulation des personnes qui facilite le recrutement dans l'UE. La réglementation avantageuse du marché du travail est également une raison importante d'investir en Suisse. J'y reviendrai plus tard. Le cadre réglementaire favorable et la proximité des hautes écoles jouent également un rôle important.

(Slide 3)

Les entreprises qui se détournent de la Suisse le font surtout à cause du franc fort, des coûts salariaux élevés et du manque de perspectives de vente et de rendement dans notre pays. Cela n'est pas surprenant, contrairement aux constatations que je vais vous présenter maintenant. Elles résultent notamment de comparaisons croisées des réponses à l'enquête sur les marges et à l'enquête sur les investissements, qui ont été menées simultanément. La comparaison entre PME et grandes entreprises permet également de tirer des conclusions intéressantes.

(Slide 4)

- Entre 2020 et 2023, les marges des membres de Swissmem sont restées en grande partie constantes malgré un environnement de plus en plus difficile. Cela témoigne de la grande résilience et de la capacité d'adaptation de l'industrie tech suisse. Il est néanmoins inquiétant de constater que 42% des entreprises continuent à afficher une marge insatisfaisante, voire négative.

(Slide 5)

- Les PME ont des marges EBIT beaucoup plus faibles que les grandes entreprises. Dans les catégories « marge négative » et « marge entre 0 et 5% », les PME sont proportionnellement beaucoup plus nombreuses que les grandes entreprises. Les proportions s'inversent en conséquence dans les catégories d'entreprises qui réalisent une marge EBIT supérieure à 5%. Nous ne pouvons que spéculer sur les raisons. Nous savons de manière anecdotique que les PME familiales visent rarement la maximisation des profits, mais se concentrent plutôt sur un développement sain et à long terme de l'entreprise.

(Slide 6)

- Il est remarquable que la volonté d'investir ne soit pas seulement élevée chez les entreprises qui réalisent de bonnes, voire de très bonnes marges. De même, 81% des entreprises dont la marge EBIT est inférieure à 5% et 57% de celles qui ont enregistré des pertes l'année dernière ont l'intention d'investir en Suisse. Bien sûr, elles doivent le faire pour redevenir compétitives et rentables. Ce qui est important, c'est qu'elles le fassent en Suisse. Cela prouve qu'elles estiment que notre place industrielle a de l'avenir.

(Slide 7)

Mesdames, Messieurs, l'enquête démontre clairement que la place industrielle suisse reste très attractive. C'est réjouissant. Cela nous motive à continuer à nous battre pour de bonnes conditions-cadres. Car elles constituent en effet la base de l'attractivité de la Suisse en tant que lieu d'implantation.

Jusqu'à présent, les obstacles réglementaires et l'environnement fiscal ne sont pas des raisons pour ne pas investir en Suisse. Il doit en rester ainsi. Toutefois, la force du franc suisse reste une raison sérieuse de se détourner de la Suisse. L'attention de la BNS à ce sujet ne doit pas se relâcher. Swissmem compte sur le fait qu'elle prendra à temps les mesures adéquates dans le cadre de son mandat, s'il y avait à nouveau des réévaluations brusques.

En ce qui concerne la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, il est essentiel que la libre circulation des personnes avec l'UE ne soit pas remise en question. Les nouveaux résultats du sondage de gfs.bern montrent que le soutien de la population aux accords bilatéraux, y compris à la libre circulation des personnes, a augmenté. Dans le contexte des négociations sur les Bilatérales III, le peuple signale qu'il est prêt à faire des compromis sur le thème de la protection des salaires. Cela nous conforte dans l'idée que nous ne devons pas faire de cadeaux aux syndicats dans le cadre de ces négociations. C'est pourquoi je rejette clairement les demandes syndicales visant à faciliter la déclaration de force obligatoire générale des conventions collectives de travail, car le marché du travail libéral se verrait mis à mal. C'est toutefois l'atout de la place suisse le plus mentionné. Swissmem soutient le Conseil fédéral dans les négociations en cours sur les Bilatérales. Mais pas à n'importe quel prix.

Je vous remercie de votre attention.

Pour de plus amples renseignements :

Swissmem Communication
Pfingstweidstrasse 102, CH-8037 Zurich
Tél. 044 384 41 11 / fax 044 384 42 42
E-mail : presse@swissmem